

Les dossiers des cahiers

Les origines du **1er mai** dans le monde

C'est à Chicago (U.S.A.), lors d'un Congrès de la "Fédération Américaine du Travail" (A.F.L.), en octobre 1884, qu'apparaît pour la première fois l'idée de faire du 1er mai une journée ouvrière revendicative, axée sur les huit heures.

La date d'application en est fixée au 1er mai 1886.

Dans le manifeste diffusé dans le milieu ouvrier, il est affirmé :

"A partir d'aujourd'hui, 1er mai 1886, nul ouvrier ne doit travailler plus de 8 heures par jour.

Nous voulons :

- 8 heures de travail,
- 8 heures de repos,
- 8 heures d'éducation."

Samuel Gompers (Président de l'A.F.L.) dira quelques années plus tard :

"En réduisant la journée de travail, non seulement nous donnons à ceux qui en cherchent vainement, le moyen d'en trouver, mais encore nous rendons notre emploi plus constant, nos salaires plus stables, moins exposés à des réductions."

Ce mot d'ordre eut une résonance énorme parmi les travailleurs américains qui connaissaient alors misère et chômage.

Selon Maurice Dommanget :

"Jamais il n'y eut dans l'histoire de ce pays, soulèvement aussi général parmi les masses industrielles."

Aussi, ce 1er mai 1886 fut-il puissant... et agité.

Dans bien des villes il y eut des heurts violents avec les forces de l'ordre : 9 manifestants furent tués à Milwaukee.

A Chicago, où l'ampleur des manifestations fut sans égale, l'agitation persista au lendemain de cette journée mémorable et le 3 mai des événements tragiques se produisirent.

A la suite d'une provocation, une bombe éclate au milieu des policiers.

Bien qu'il ait été impossible d'établir leur participation, 8 militants ouvriers sont arrêtés et traduits devant un tribunal. Ils sont tous condamnés à mort.

Le 11 novembre 1887, quatre condamnés sont pendus, un s'est suicidé, les trois autres sont condamnés à la prison à perpétuité.

Quelques années après, en juin 1893, les trois sont amnistiés et les pendus sont déclarés innocents.

En 1889, le congrès syndical international qui se tient à Paris, adopte une proposition de Raymond Lavigne, demandant l'organisation d'une grande manifestation internationale en faveur de la réduction des heures de travail qui serait faite à date fixe, le même jour pour tous.

Il faudra 30 ans, pour que la journée de 8 heures soit votée en avril 1919. Cette loi ayant pour but essentiel de désamorcer le mouvement social.

Il n'empêche, que ces 30 années

vont être marquées par de nombreux incidents comme le 1er mai 1891, à Fourmies : 9 morts dont 4 jeunes filles et 2 enfants.

En 1906, la journée de 8 heures est au centre des revendications ouvrières.

La Bretagne a participé activement au vaste mouvement occasionné par le 1er mai 1906 :

- A Brest, la bourse du travail préconise le chômage complet pour le 1er mai.
- A Lorient, l'accélération de la création de syndicats laisse présager un fort mouvement pour le 1er mai.

Lorientais et Brestois sont rejoints par les syndicats de Basse Loire, Nantes, Saint Nazaire, Coueron-Indret.

Dans le Morbihan, les grèves et manifestations préparent le 1er mai.

Les ouvriers vannetais, les tailleurs de pierre, les ouvriers de l'île de Groix, les ouvriers du bâtiment du Faouët, les ouvriers du bâtiment de Quimper dans le Finistère...

Une grande journée de lutte pour la classe ouvrière qui finira par avoir raison en 1919, au grand dam du patronat qui, dès l'adoption de la loi, considère que la réduction du temps de travail est une "hérésie économique".

Les opposants aux 35 heures n'ont rien inventé. Ils ont eu de sacrés devanciers !



Les Cahiers de l'Institut

EDITO

Par
Claude MICHEL
Secrétaire
de l'Institut

Ce mois de mai est riche en actualité et en souvenirs. Ces cahiers s'efforcent de cerner les uns et les autres.

Pour l'heure, il s'agit de l'éclatante victoire remportée contre le patronat et contre le pouvoir. Le recul du Premier Ministre est l'aveu de son échec contre le coup que les uns et les autres voulaient porter au droit du travail.

Bernard Thibault, à la tribune du 48^e congrès de la C.G.T. a tenu à spécifier :

"La pertinence et l'efficacité de notre démarche syndicale sont validées dans la vie, dans nos luttes".

La mise en œuvre de notre démarche, son déploiement dans nos syndicats est à la base du formidable succès que nous venons de remporter. Ce formidable succès est celui de l'unité des lycéens, des étudiants, des salariés et du rassemblement de leurs organisations, sur des objectifs clairs et partagés contre la flexibilité et la démolition organisée des droits sociaux.

Rien ne pourra ternir ce qui restera une belle page écrite par le syndicalisme français.

Ceci étant, le 48^e congrès a eu à se soucier de bien des choses qui préoccupent les travailleurs de notre pays.

Le succès obtenu, a souligné Bernard Thibault, constitue un encouragement à pousser plus loin l'avantage. Nous venons de faire la peau au C.P.E., nous devons obtenir celle du C.N.E. !!

C'est le sens que donne la C.G.T.

a sa proposition de sécurité sociale professionnelle.

Cette proposition, qui ne supportera pas les contrefaçons, vise à conférer à tout salarié, un ensemble de droits individuels garantis au plan interprofessionnel, opposables à tout employeur et transférables d'une entreprise à une autre.

Nous voyons bien que c'est une politique à l'opposé des mesures de flexibilité prônées par le MEDEF et la politique libérale du pouvoir.

Le 48^e congrès a fait preuve de la maturité des syndiqués C.G.T

Le rapport d'activité a été adopté par 82 % des voix. Le document d'orientation par 80,4 % des voix.

Une nouvelle direction de 54 membres a été élue, respectant la double parité hommes-femmes, secteur public-secteur privé. Le renouvellement porte sur environ 1/3 des élus.

Le 48^e congrès est passé, vive le 49^e.

Mais 2006, c'est aussi le rappel de la formidable période de 1936, des grèves avec occupation, des congés payés, des accords Matignon.

La Bretagne n'a pas échappé à cette grande lutte. En témoigne le livre "36 en Bretagne" (voir page 2).

En mai, on se souvient aussi des luttes, déjà anciennes pour certaines, pour les 8 heures. La première ayant eu lieu voici 120 ans aux Etats Unis (voir dossier sur les origines du 1er mai).

Institut C.G.T. d'Histoire Sociale de Bretagne

12, square Vercingétorix—CS 34335—35043 RENNES CEDEX—Association Loi 1er juillet 1901 (9 décembre 92)

1936 en Bretagne

Cette année, c'est le 70^{ème} anniversaire du grand mouvement de 1936 et de ses conquêtes. En 1936, et même bien avant, la Bretagne était dans la lutte, battant en brèche la thèse des travailleurs bretons attendant passivement les retombées positives du Front Populaire. L'Institut d'Histoire avait réalisé, il y a une dizaine d'années, une exposition sur 36 en Bretagne, exposition reprise dans un livre du même nom.

Nous reproduisons, ci-dessous, la préface de Georges Seguy, alors Président de l'Institut C.G.T. d'Histoire.

"Voici publié aujourd'hui un nouveau livre extrait de l'exposition "36 en Bretagne" qui prolonge au niveau régional, les initiatives conçues par notre Institut National d'Histoire Sociale pour instruire la mémoire collective de la signification du grand événement que fut le "Front Populaire".

Un événement riche d'enseignements non seulement par son point culminant (36/37) mais aussi par rapport à tout ce qui lui précéda et le suivi du début jusqu'à la fin des années trente.

La crise économique de 1929 et son cortège de régressions sociales, la montée du mouvement social, les agissements fascistes de 1933/34 et la riposte ouvrière, la guerre d'Espa-

gne, la non intervention et les brigades internationales. L'unité syndicale de 1936, partie de la base, le gouvernement de la gauche unie et les "accords MATIGNON". Les réactions de la droite "plutôt Hitler que le Front Populaire". "La drôle de guerre", la trahison et la collaboration. La résistance et l'union syndicale et politique scellée par le programme du CNR avant la libération... Autant de faits dont il faut connaître l'enchaînement pour comprendre l'essentiel de ces pages mémorables de notre histoire nationale et donc pour pouvoir en dégager les leçons utiles au présent et au futur proche.

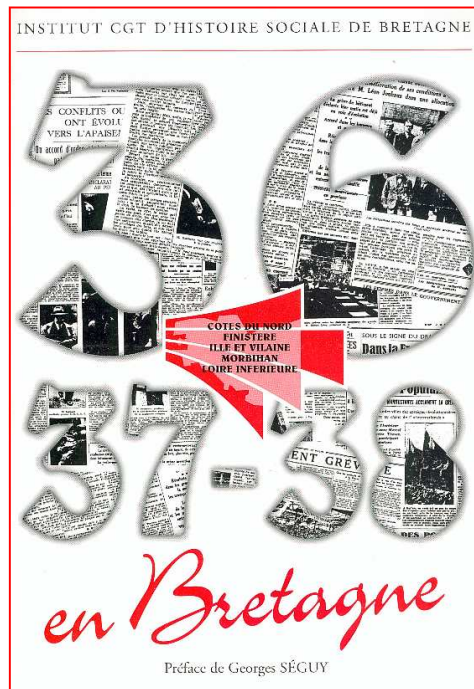
De ce point de vue "1936 en Bretagne" apporte une contribution d'un grand intérêt à cet éclairage tout en

réfutant la thèse selon laquelle les travailleurs bretons auraient attendu les retombées positives du Front Populaire.

A croire que les colporteurs de ce genre de contre vérités pour ne pas dire falsification n'ont jamais entendu parler, entre autres luttes, de celle de Lorient contre les menées factieuses du colonel de la Roche, de la riposte des ouvriers Brestois, aux décrets-lois de Laval en 1935 (3 morts) ou encore des toutes premières grèves de 1936 à Saint-Nazaire.

Comme l'évoque le titre de ce livre, la Bretagne des années 34 à 38 fut bel et bien au rendez-vous du profond mouvement social qui conduisit au Front Populaire."

Comme indiqué plus haut, l'Institut a réalisé, il y a une dizaine d'années, une exposition et un livre sur "1936 en Bretagne". Il nous reste quelques exemplaires de ce livre que nous mettons à votre disposition au **prix unitaire de 10 € (port compris)**. **A partir de 5 exemplaires commandés, remise de 20 %**. Vous pouvez en faire la demande en retournant le bon de commande ci-dessous à : **Claude Michel - 4, rue Jean Moulin—29740 LESCONIL** ou au **Comité Régional C.G.T. Bretagne—12, square Vercingétorix CS 34335—35043 RENNES CEDEX**



INSTITUT CGT D'HISTOIRE SOCIALE DE BRETAGNE

NOM - Prénom :

Syndicat :

Adresse de livraison

.....

Nombre d'exemplaires :

(Etablir le chèque à l'ordre de l'Institut C.G.T. d'Histoire Sociale de Bretagne et le joindre à la commande)

En remontant le temps

• Il y a 290 ans : En 1716

L'écossais Law ouvre la Banque Générale de Paris

• Il y a 250 ans : En 1756

Début en France de la guerre de sept ans

• Il y a 210 ans : En 1796

Le Piémont cède, par le traité de Paris, Nice et la Savoie à la France

• Il y a 200 ans : En 1806

Mars 1806
Création des Conseils des Prud'hommes

• Il y a 160 ans : En 1846

Pour récupérer le Texas, les Etats Unis déclarent la guerre au Mexique

• Il y a 100 ans : En 1906

Mars 1906
Catastrophe de Courrières ; plus de 1 000 mineurs trouvent la mort ; grèves importantes dans le bassin minier.

• Il y a 70 ans : En 1936

C'est une grande date pour les travailleurs français : les accords Matignon, les congés payés, etc...

• Il y a 60 ans : En 1946

C'est l'après Libération : les nationalisations, la Sécurité Sociale, le statut général des fonctionnaires. La Martinique, la Guadeloupe, la Guyane et la réunion deviennent départements français.

Mai 1946
Les accords Blum-Byrnes préparent au plan Marshall
10 Janvier 1946
Tenue de la première session de l'O.N.U.

• Il y a 50 ans : En 1956

Loi sur la troisième semaine de congés payés. Election de la gauche qui obtient les pleins pouvoirs et qui, en mai, envoie le contingent en Algérie pour "pacifier". C'est aussi l'année de la création du Traité de Rome

• Il y a 40 ans : En 1966

10 janvier 1966
Accord unitaire national C.G.T.—C.F.D.T.
7 mars 1966
La France se retire de la direction de l'OTAN

• Il y a 30 ans : En 1976

Mars 1976
Etats généraux des jeunes sans emploi, organisés par la C.G.T.

24 mars 1976
Premier vol du "Concorde"

16 juin 1976
Révolte des noirs de Soweto

• Il y a 20 ans : En 1986

Catastrophe de Tchernobyl

• Il y a 10 ans : En 1996

Mort de François MITTERRAND

Poursuivre le travail entrepris par l'Institut C.G.T. d'Histoire Sociale de Bretagne

Voici près de 15 ans que notre Institut C.G.T. œuvre à la connaissance de l'histoire sociale de Bretagne, par sa présence dans les congrès, assemblées générales... et au travers de multiples ouvrages, expositions et initiatives, valorisant l'intérêt que nous avons à porter sur l'histoire pour construire l'avenir.

Les objectifs de notre Institut (Assemblée Générale du 8 novembre 1994) :

- "faire écrire l'histoire sociale de notre région par celles et ceux qui l'ont vécue,
- mettre en valeur les luttes d'hier pour éclairer celles d'aujourd'hui et de demain,
- redonner aux femmes et aux hommes de notre région leur juste place dans les luttes sociales et confiance en l'avenir."

C'est donc tout naturellement que nous sollicitons les organisations de la C.G.T. afin de nous faire connaître les noms et coordonnées de Camarades investis et/ou intéressés par l'histoire sociale.

Ceci devrait nous permettre de créer les meilleures conditions pour la préparation de la prochaine Assemblée Générale de l'Institut (dans le courant du 2^{ème} semestre 2006).